

Repenser la subalternité autochtone aux États-Unis au prisme des résurgences territoriales **Sandrine Baudry (U. de Strasbourg) et Céline Planchou (U. Sorbonne Paris Nord)**

La notion de « subalterne » semble à première vue définir parfaitement la position des Amérindiens dans la société états-unienne contemporaine – peuples colonisés, populations dominées socialement, économiquement, politiquement, corps violentés. Leur statut politique et juridique, individus appartenant à des “nations domestiques dépendantes” (*domestic dependent nations*), indique bien une position subordonnée. Toutefois cette notion mérite largement d’être précisée, voire déconstruite, à la lumière des réalités vécues. Notre projet de recherche à long terme nous a d’ailleurs poussées à nous interroger sur nos propres biais de membres de la classe blanche dominante qui nous ont par exemple initialement menées à accepter implicitement la territorialité coloniale comme un fait, et la territorialité autochtone comme une forme de transgression. C’est le travail de terrain sur un territoire précis qui nous a permis de remettre en cause cette approche et de replacer le point de vue de ces « subalternes » au centre de notre réflexion.

Dans cette intervention, nous explorons les stratégies politiques et les pratiques « banales » de résistance au projet colonial d’invisibilisation du fait autochtone autour de la ville de Rapid City, dans le Dakota du Sud. Nous nous focalisons en particulier sur la manière dont ces stratégies et ces pratiques font resurgir des territorialités amérindiennes, et notamment lakotas, persistantes. Ce prisme des résurgences territoriales est particulièrement pertinent dans l’étude des mobilisations autochtones. En effet, un des éléments saillants de la domination de ces peuples est l’accaparement des terres et leur mise au service du projet colonial, accompagnés d’une réécriture cartographique et toponymique qui semble entériner ledit projet. Or, il apparaît que ce qui caractérise justement les points de résistance, ou zones de frottement, au sein de cette entreprise d’effacement est la persistance d’une territorialité proprement lakota incarnée dans les projets que nous allons évoquer.

Avant d’aborder ces questions, il est nécessaire de revenir brièvement sur l’histoire de cette petite ville de l’Ouest américain. La ville de Rapid City est à l’origine un campement établi illégalement au cœur de la Grande Réserve Sioux, un territoire défini par les traités de Fort Laramie de 1851 et 1868. Après la découverte de filons aurifères dans Paha Sapa, un lieu qui revêt une forte dimension spirituelle pour les Lakotas et différentes nations autochtones de la région, les chercheurs d’or affluent, empiétant ainsi progressivement sur les terres réservées aux Amérindiens. Rapid City, à l’origine appelée Hay Camp, est fondée en 1876. Idéalement située au pied de Paha Sapa, elle devient rapidement une plaque tournante de l’économie locale. C’est ainsi une étape obligée pour les chariots qui ravitaillent les campements, illégaux eux aussi, tels Deadwood. Les tensions entre colons et Amérindiens s’intensifient et, très vite, Rapid City se retrouve de fait « sortie » de la réserve, à mesure que les frontières du territoire lakota sont redéfinies par l’État fédéral. La distance se creuse davantage en 1889, lorsque ce dernier décide de morceler la Grande Réserve Sioux en six réserves, répondant ainsi à la pression foncière et ferroviaire. Cet éloignement progressif permet à la ville de se construire comme un espace non-indien, entièrement tourné vers l’industrie minière de

Paha Sapa plus à l'Ouest, niant ainsi son origine illégale et effaçant dans le même temps la présence autochtone désormais rattachée aux seules réserves. Pourtant, les Amérindiens sont bien présents dans la ville. Ils sont tout d'abord à l'ouest de Rapid City, près de terres qui appartiennent à l'État fédéral et sur lesquelles celui-ci ouvre, en 1898, un pensionnat pour les enfants des réserves avoisinantes qui deviendra par la suite un hôpital (Sioux San). Beaucoup s'installent également sur les berges de Mni Luzahan (Rapid Creek en lakota), là où, en 1876, Hay Camp avait été fondé. Ce choix n'est pas anodin puisque depuis des générations, c'était un lieu privilégié par les Lakotas pour leurs rassemblements annuels. De leur côté, les résidents non-amérindiens avaient rapidement délaissé Hay Camp, déplaçant le cœur économique de la ville quelques kilomètres plus loin, vers Main Street. Ainsi, au fil des décennies, les Lakotas ont été marginalisés spatialement dans un double mouvement : le centre urbain s'est éloigné de leurs campements devenus ghettos, et eux-mêmes ont été repoussés vers Lakota Homes et Sioux Addition, des quartiers ségrégués insalubres bâtis au nord des limites de la ville dans les années 1950 et 1960. Depuis, l'expansion de la municipalité les a absorbés, mais « North Rapid », où les Amérindiens vivent encore en majorité, conserve une image négative de ghetto dangereux. Ainsi, les Lakotas ont été repoussés physiquement aux marges de la ville au fur et à mesure de l'expansion de celle-ci, en même temps que se construisaient un discours et des pratiques de rejet couvrant le spectre de la violence du symbolique au légal. Les conséquences de cette marginalisation au cours des siècles est qu'aujourd'hui, les Lakotas sont surreprésentés dans la population carcérale, parmi les sans abris et sans emplois, etc.

Mobilisations collectives et résurgences territoriales

En dépit de cette marginalisation, les Amérindiens à Rapid City sont extrêmement mobilisés. Historiquement, par exemple avec l'occupation de Wounded Knee dans les années 1970, et encore aujourd'hui. De surcroît, ces mobilisations collectives à Rapid City bénéficient d'une importante visibilité nationale et internationale, par exemple récemment lors des mobilisations contre le pipeline menaçant les réserves avoisinantes. Les questions territoriales sont souvent au cœur de ces mobilisations, qu'elles en soient l'objet ou le médium. Nous allons ici nous concentrer sur quelques exemples récents qui nous semblent démontrer la capacité de résistance des peuples autochtones en contexte colonial. Ainsi, les dernières décennies ont vu naître des mobilisations autour des droits territoriaux issus des traités, comme le procès pour la reconnaissance des droits sur les Black Hills, territoire sacré, ou le déploiement, en plein centre-ville, d'un drapeau américain à l'envers le 4 juillet 2021, pour dénoncer les violations constantes des traités signés au 19^{ème} siècle par le gouvernement fédéral. Un projet de recherche autour des terres de la Rapid City Indian School cherche également à éclairer ces violations et les violences, parfois mortelles, qui les accompagnent - projet collectif qui "bénéficie" en ce moment de la visibilité accrue de l'histoire tragique des pensionnats au Canada et aux États-Unis.

Mais particulièrement frappant est le foisonnement de gestes et réseaux artistiques sur ce territoire lakota, ne se présentant pas nécessairement ouvertement comme politiques, mais qui de fait résistent par leur existence même aux géographies et imaginaires coloniaux imposés aux peuples autochtones.

Pratiques artistiques et résurgences territoriales

Depuis le début des années 2000, la ville de Rapid City et ses commerçants et entrepreneurs, en cherchant à développer une identité propre afin d'attirer les touristes, ont remis en lumière la richesse culturelle et artistique locale, et notamment amérindienne. Les Lakotas, qui continuent de pâtir de leur statut de subalternes dans leur vie quotidienne, trouvent en revanche une place centrale dans l'économie touristique de la ville. Paradoxalement, si cette tendance assigne les Lakotas, et les Amérindiens en général, à leur rôle de producteurs d'objets et de spectacles folkloriques répondant aux attentes des non-amérindiens, elle ouvre aussi la brèche pour des revendications plus ou moins explicites relatives aux droits territoriaux comme aux conditions de vie actuelles, ne serait-ce qu'en sortant les Lakotas de l'image de l'Indien réifié inventé et mis en scène depuis le 19^{ème} siècle pour valider le projet colonial. Par exemple, de nombreuses fresques réalisées au cours des ans dans Art Alley, une ruelle désignée pour ces pratiques d'art de rue, expriment ces revendications territoriales, tout comme un ancrage artistique très contemporain et loin des clichés du genre. C'est aussi l'occasion de la création de réseaux d'artistes vivant à Rapid City comme dans les réserves alentour, et circulant ainsi sur ce territoire désigné par les traités comme appartenant aux Lakotas, mais également inextricablement lié aux origines et à l'histoire précoloniale de ce peuple. Ces réseaux sont généralement impliqués dans des actions sociales ou éducatives (conférences dans les lieux d'exposition, visites guidées du territoire, films documentaires présentés dans des festivals, etc.) qui visent d'une part à lutter contre la marginalisation socio-économique des tribus et les conséquences désastreuses de celle-ci, et d'autre part à prendre la main sur les représentations et les discours ayant trait aux habitants de ce territoire.

Ainsi, si dans le contexte états-unien il n'est plus question d'espérer faire quitter le territoire aux forces colonisatrices, la résistance peut passer par une réappropriation des géographies imaginaires à travers les représentations artistiques, et des pratiques ancrées dans ces géographies, en dépit du contexte de domination des géographies coloniales.